



PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

**Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire
à MM. Marc GILLOT et Paul-Alexandre GUILLAUMIN, Inspecteurs principaux des Finances Publiques**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre Nationale du Mérite,**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001, modifiée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée relative aux droits et libertés communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992, modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de déconcentration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié, notamment par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009, modifié, relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009, modifié, relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 16 février 2017, portant nomination de Mme Sophie BROCAS, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir, à compter du 13 mars 2017 ;

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de M. Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-loir,

ARRÊTE :

Article 1er :

Du 13 novembre 2017 au 26 novembre 2017 inclus, délégation de signature est donnée à Messieurs Marc GILLOT et Paul-Alexandre GUILLAUMIN, Inspecteurs principaux des Finances publiques, respectivement chef de la division Ressources humaines et formation professionnelle et chef de la division Budget Immobilier Logistique Stratégie à la direction départementale des finances publiques d'Eure-et-Loir, à effet de :

- ➔ signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tout document, acte, décision, contrat, conclusion, mémoire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par l'ordonnement de dépenses ou de recettes se rapportant au fonctionnement ou à l'équipement de la direction départementale des finances publiques d'Eure-et-Loir.

- ➔ recevoir les crédits des programmes suivants :
 - n° 156 – « gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » ;
 - n° 218 – « conduite et pilotage des politiques économique et financière » ;
 - n° 723 – « opérations immobilières nationales et des administrations centrales » ;
 - n° 724 – « opérations immobilières déconcentrées ».

- ➔ procéder à l'ordonnement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3 et 5 des programmes précités *et, pour la cité administrative, sur le compte de commerce n° 907 – « opérations commerciales des domaines ».*

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses ainsi que sur l'émission et la signature des titres de recettes.

Article 2 : Du 13 novembre 2017 au 26 novembre 2017 inclus, délégation de signature est donnée à Messieurs Marc GILLOT et Paul-Alexandre GUILLAUMIN, inspecteurs principaux des Finances publiques, respectivement chef de la division Ressources humaines et formation professionnelle et chef de la division Budget Immobilier Logistique Stratégie à la direction départementale des finances publiques d'Eure-et-Loir à effet de :

- ➔ signer, dans la limite de ses attributions et compétences, toute déclaration de conformité en matière d'opérations d'inventaire et, d'une façon plus générale, tous les actes se traduisant par la constatation des droits et obligations et l'inventaire des biens se rapportant à l'activité financière de la direction départementale des finances publiques d'Eure-et-Loir.

Article 3 :

Demeurent réservés à la signature de la préfète d'Eure-et-Loir :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre aux refus de visas et aux avis défavorables de l'autorité chargée du contrôle financier en matière d'engagement des dépenses ;
- l'ordonnement secondaire des dépenses de l'Etat du programme 833 – Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes.

Article 4 :

Marc GILLOT et Paul-Alexandre GUILLAUMIN peuvent, en tant que de besoin et sous leur responsabilité, donner délégation de signature aux agents placés sous son autorité dans les conditions prévues par l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié.

Article 5 :

L'arrêté n° 52/2017 de la Préfète d'Eure-et-Loir du 13 mars 2017 donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Mme Françoise PEUCAT est abrogé.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir et le directeur départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure-et-Loir.

Chartres, le 14 novembre 2017

La Préfète d'Eure-et-loir,

Sophie BROCAS



Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."